



**ACP-EU  
ACP-UE**



Lundi 29 mars 2010

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

**19<sup>ème</sup> SESSION DE L'ASSAMBLEE  
PARLEMENTAIRE PARITAIRE ACP-EU**

Ténériffe, du 27 mars au 1<sup>er</sup> avril 2010

**Assemblée ACP-UE  
Des sanctions renforcées à l'encontre de  
Madagascar doivent être prises par l'UE**

*Direction générale de la Communication*  
**PARLEMENT EUROPEEN**

## SEANCE SOLENNELLE

### **Assemblée ACP-UE : des sanctions renforcées à l'encontre de Madagascar doivent être prises par l'UE**

Louis Michel, co-président de l'Assemblée ACP-UE, a appelé au renfort des sanctions européennes vis-à-vis de Madagascar, lors de la séance inaugurale de la 19<sup>ème</sup> session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, ce lundi à Ténériffe (Espagne). Le ministre espagnol des affaires étrangères a pris l'engagement d'inscrire ce point à l'ordre du jour du Conseil des affaires étrangères du mois d'avril.

« Je voudrais transmettre une des préoccupations de l'Assemblée qui est la situation dramatique de Madagascar », a déclaré Louis Michel, co-président de l'Assemblée, interpellant le ministre espagnol des affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, qui participait à la séance inaugurale de l'Assemblée paritaire.

« Le Conseil doit renforcer les sanctions européennes à l'encontre de ce pays et les aligner sur celles décidées par l'Union africaine ». Le ministre espagnol a pris l'engagement d'inscrire ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil des affaires étrangères au mois d'avril.

Abordant la question des migrations, le co-président européen de l'Assemblée a déclaré que « la gestion des flux migratoires est loin d'être aisée pour les pays qui sont les portes d'entrée de l'Union européenne ». « Il y a beaucoup de leçons à tirer du cas concret des Canaries qui après avoir dû laisser partir certains de leurs natifs sont devenues un eldorado pour d'autres. Ces îles se sont maintenant développées, en partie grâce à la solidarité nationale et européenne. Cela prouve en tout cas que l'aide publique fonctionne ».

#### **Sud Soudan et Haïti**

« Il faut respecter la lettre et l'esprit de l'Accord de paix global et le mettre en œuvre de bonne foi », a déclaré Louis Michel lançant un appel au gouvernement de Khartoum, au SPLM (l'ex armée de libération du sud Soudan), et aux pays frontaliers de ce géant d'Afrique. « Tous les Soudanais ont le droit à vivre en paix et en dehors de la pauvreté », a ajouté le co-président qui s'exprimait à la veille des premières élections multipartites depuis 1986. Le calendrier pour le referendum pour l'avenir du sud Soudan doit être respecté et "je crois que ce serait une erreur de vouloir préjuger du résultat". L'Assemblée devrait adopter une résolution d'urgence ce jeudi.

Louis Michel a apporté son soutien à la proposition de Michel Barnier de mettre sur pied une EU-FAST (First Aid and Support Team) alors que se profile la conférence des donateurs pour Haïti le 31 mai. « Nous n'avons pu que constater le manque de coordination de l'aide internationale, mais aussi de l'aide européenne », a indiqué le co-président. L'EU-FAST associerait moyens civils et militaires et pourrait délivrer une aide d'urgence dans les premières 24 heures.

#### **Niger et Madagascar relégués au rang d'observateurs**

« Les élections sont devenues une source importante de conflit et de violence politique », a déploré Charles Milupi (Zambie), co-président ACP, « alors même qu'elles ont pour finalité de départager des sensibilités politiques différentes et de garantir la paix et la stabilité ».

Charles Milupi (Zambie), a ajouté qu'en tant que « parlementaires et membres de l'APP, nous devons nous opposer de manière totale à toute prise de pouvoir non démocratique,



que ce soit par le biais de coups d'Etats ou de manipulations civiles des processus démocratiques ». M. Milupi a souligné l'implication directe de l'Union africaine, de la CEDEAO et de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) dans les crises politiques au Niger, en Guinée et à Madagascar.

L'Assemblée ACP, qui réunit deux fois par an 78 députés européens et 78 députés nationaux des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a relégué les délégations du Niger et de Madagascar au rang d'observateurs sans droits de vote vu l'absence d'ordre constitutionnel dans ces pays.

Louis Michel a précisé que le Niger « fait des propositions positives qui vont dans la bonne direction ». La Guinée équatoriale également en proie à des troubles politiques n'a pas envoyé de délégués à la réunion de Ténériffe.

### **Accord banane avec l'Amérique latine et crise économique**

L'impact de l'accord UE Amérique latine sur les producteurs des pays ACP et ceux de l'Union européenne, parmi lesquels figurent les Iles Canaries, fera l'objet d'une déclaration des co-présidents qui devrait être adoptée jeudi 1 avril.

Les Iles Canaries sont une des principales régions productrices de bananes de l'Union européenne avec 350 000 tonnes en 2009.

L'impact de la crise économique et financière fait l'objet de deux rapports que l'Assemblée débattra mardi 30 mars et adoptera jeudi 1 avril:

- l'impact financier et économique du changement climatique dans les pays ACP – Frank Engel (PPE, LU) et Buti Manamela (Afrique du sud) ;
- l'impact social de la crise mondiale – Juan Fernando Lopez Aguilar (S&D, ES) et Gibson Hlophe (Swaziland).

Cette 19<sup>ème</sup> session a été ouverte par le président du gouvernement des Iles Canaries, Paulino Rivero.

#### Liste des orateurs:

- M. Paulino Rivero, président du gouvernement régional des Iles Canaries
- M. Charles Milupi, coprésident de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE
- M. Louis Michel, coprésident de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE
- M. Miguel Angel Moratinos, ministre espagnol des affaires étrangères